

Document n°2

Deuxième version du document introductif

CONTRIBUTION AU DEVELOPPEMENT DU KIVU (ZAIRE)

RELANCE DU PARC NATIONAL DES VIRUNGA

Un document de "PREPROJET" (document n°3) devra faire suite à ce document n°2.

1er OCTOBRE 1986

INTRODUCTION

Déclaration du Chef de l'Etat Zaïrois

"Etre encore sous-équipés, présente certains avantages. Nous pouvons nous réjouir, notamment de n'avoir pas commis certaines erreurs que regrettent amèrement les sociétés réputées développées. Nous ne sommes pas complexés de ne pas montrer à nos visiteurs de vieilles cathédrales ou des monuments anciens. Car nos monuments, nos cathédrales, c'est le patrimoine que nous ont légué nos ancêtres, c'est-à-dire essentiellement la NATURE. Ce sont nos rivières, notre fleuve, nos forêts, nos insectes, nos animaux, nos lacs, nos volcans, nos montagnes et nos plaines. En un mot, tout ce qui fait partie intégrante et réelle de notre originalité et de notre personnalité. Nous ne vous étonnerons donc guère en affirmant que notre ambition, au Zaïre, est de faire de notre beau pays le paradis de la nature.

Car nous voulons que, lorsque les savants auront transformé le monde des vivants en un milieu artificiel, il existe encore au Zaïre, dernier refuge de l'humain, une nature "à l'état pur".

Nous protégeons nos eaux et principalement le fleuve Zaïre, parce que dépolluer une rivière complètement polluée ne lui rendra pas sa pureté et sa virginité."

1. PREAMBULE

La région du Kivu, au Zaïre inclut le fameux Parc National des Virunga qui s'étend sur 800.000 hectares. Cette réserve naturelle vient de fêter, fin 1985, le soixantième anniversaire de sa création. Il s'agit d'un des 5 Parcs Nationaux les plus importants, non seulement d'Afrique, mais de la planète entière. Au point de vue historique, c'est le troisième Grand Parc qui a été créé dans le monde.

Une importante infrastructure existe depuis longtemps, mais une modernisation est nécessaire.

Les autorités du Zaïre, au niveau le plus élevé, manifestent constamment l'importance qu'elles attachent à cette réserve naturelle.

La région du Kivu connaît un essor démographique et agricole accéléré.

A côté de ses autres aspects importants détaillés plus loin, le Parc National des Virunga représente un potentiel économique très important générateur de devises et de nombreux emplois.

Le Parc National, vrai microcosme du continent Africain, représente 800.000 hectares d'éco-systèmes intacts, depuis la forêt et la savane jusqu'aux végétations d'altitude. Il abrite une faune exceptionnelle; c'est un réservoir inépuisable de gènes.

Toutefois il existe par suite de diverses circonstances, un important braconnage. Des mesures énergiques pour réprimer celui-ci ont été prises depuis 1984, mais il importe de les intensifier. Le rôle climatique des forêts d'une partie de la réserve (Semliki et flancs des montagnes) est essentiel. Il constitue une réserve d'eau exceptionnelle (lac ex-Edouard). Il possède une des sources majeures du Nil et diverses sources du Zaïre (lac Kivu). Son rôle est essentiel dans l'alimentation en eau des populations locales et, par le Nil, des populations en aval (Soudan, Egypte).

Il constitue une efficace barrière de protection naturelle à la limite de la forêt et de la savane; il constitue actuellement un flot intact remarquable de protection contre la sécheresse, phénomène africain dramatique.

Les autorités du Zaïre ont décrété une relance nouvelle du Parc National des Virunga, de son équipement et ont décidé de relancer le tourisme. Il est évident que le développement du Kivu passe par celui du tourisme, c'est-à-dire essentiellement l'existence du Parc National des Virunga.

Le Parc, et la région qui l'entoure, constituent, de l'avis de tous les experts, une des régions touristiques les plus prometteuses de la planète.

Par ailleurs, c'est dans le Parc National des Virunga, en bordure du lac ex-Edouard, que se trouvent les plus importantes pêcheries de Vistshumbi et Kyavinonge. Ces pêcheries, dans un des lacs les plus poissonneux de la terre, ont un potentiel alimentaire exceptionnel. Mais l'organisation y est déficiente: une réorganisation des pêcheries, incluant la protection écologique (frayères) constitue un aspect du projet.

Le Parc National a été maintenu contre vents et marées depuis 1960 par les autorités nationales. Phénomène exceptionnel, cette réserve a été sauvée, lors d'anciennes périodes difficiles, grâce à l'héroïsme du personnel du Parc National: 40 d'entre eux ont héroïquement donné leur vie, pour que "vivent les éléphants et survive le Parc".

Toute action en faveur du Parc National des Virunga ne consistera nullement "à partir de rien pour créer quelque chose", ni à l'inverse à sauver "in extremis" une unité en voie de destruction. Il s'agira d'une action d'envergure pour renforcer une structure existante.

Le Parc National des Virunga fait partie du réseau zaïrois des réserves naturelles qui comporte 7 Parcs, sur une superficie de 7 millions d'hectares (dont le Parc de la Salonga, la plus grande réserve forestière équatoriale mondiale). Des actions pourront être envisagées ultérieurement pour les autres réserves.

Par ailleurs, le Parc des Virunga constitue le noyau d'un réseau environnant de réserves nationales et étrangères, incluant, au Rwanda et en Uganda, 3 autres Parcs Nationaux fameux (Volcans, Akagera, Queen Elizabeth). Un développement international intégré pourra être envisagé ultérieurement.

Le Parc des Virunga fut l'une des premières réserves de la terre à être inscrite comme site naturel exceptionnel du Patrimoine mondial.

Une action pour la relance de cette réserve naturelle apporte la certitude de pouvoir donner rapidement des résultats éloquents.

Le projet, dont une courte esquisse est donnée ci-après (ce document est préliminaire) aurait les objectifs suivants :

1. Relance de la Conservation proprement dite, par la préservation des habitats et de la faune.
Mesures pour arrêter définitivement le braconnage.
2. Rajeunissement des infrastructures (pistes, constructions, ponts, etc.)
3. Relance de la structure logistique (équipements divers).
4. Recherche intégrée sur les possibilités d'amélioration du rôle de la réserve (recherche scientifique, dont le volcanisme et la biologie). Amélioration du rôle des Parcs pour les populations riveraines.
5. Contribution à la relance touristique et étude de son impact.
6. Formation complémentaire du personnel (déjà considéré à tous les niveaux comme d'excellente qualité).
7. Assistance technique, par la collaboration d'experts spécialistes de haut niveau.
8. Diffusion rapide des résultats.
9. Etude écologique de la faune ichthyologique et réorganisation des stations de Vitshumbi et de Kyavinonge (ceci constituant un aspect "latéral" du projet devant être traité à part).

Il s'agirait d'un projet majeur qui pourrait se faire en plusieurs phases et qui n'exigerait pas de longues études préliminaires de faisabilité. Une étude préliminaire et un "projet de lancement" par des spécialistes sont cependant suggérés, avec un pré-rapport.

2. SCHEMA DES CHAPITRES

- A. L'interlocuteur Zaïrois
- B. Brève description de la réserve naturelle, ses problèmes
- C. Divers volets du programme
- D. Schéma du déroulement du projet
- E. Financement
- F. Conclusion

A. L'interlocuteur Zaïrois

La personne morale qui demande le financement est le Gouvernement de la République du Zaïre, par l'intermédiaire de l'Institut Zaïrois pour la Conservation de la Nature (B.P. 868, Kinshasa I)

L'autorité responsable de l'exécution des travaux sera le même organisme.

Cet Institut est rattaché au Commissariat d'Etat aux Affaires foncières, Environnement et Conservation de la Nature. Il a des rapports avec le Commissariat d'Etat aux Arts, à la Culture et au Tourisme.

Le P.D.G. de l'Institut sera, de droit, Directeur du Projet. Il pourra déléguer toute ou partie de ses pouvoirs.

Le dit Institut possède un Conseil d'Administration de 7 membres, nommés par le Président de la République.

L'Institut Zaïrois est dirigé par un Directeur Général et plusieurs Directeurs qui supervisent les activités sur le terrain.

L'Institut bénéficie d'une dotation annuelle de l'Etat et de diverses rentrées: tourisme, visites, permis, amendes.

L'Institut gère 7 réserves naturelles :

- Parc National des Virunga (1925) : 800.000 ha
- de la Garamba (1936) : 500.000 ha
- de l'Upemba (1939) : 1.000.000 ha
- de la Salonga (1970) : 3.600.000 ha
- de la Maiko (1970) : 1.000.000 ha
- du Kahuzibiega (1970) : 500.000 ha
- des Kundelungu (1970) : 250.000 ha

Il gère aussi plusieurs réserves et domaines de chasse, des stations de capture et d'élevage de la faune. Il est responsable aussi de problèmes de chasse et d'exploitation du gibier. Il possède un Directeur scientifique, avec plusieurs experts sur le terrain.

Organigramme

Président de la République

Commissariat d'Etat aux Affaires foncières, Environnement
et Conservation de la NatureInstitut (I.Z.C.N.) (P.D.G. + Directeur + Direction à Kinshasa)
+ Conseil d'Administration

PNVi PNG PNU PNSa FNMa PNKa FNKu (1)

Chaque Parc est géré par un Conservateur, un ou plusieurs conservateurs adjoints. Il possède du personnel de surveillance et des travailleurs divers.

La structure administrative du Parc National des Virunga est la suivante:

Direction Générale

PARC DES VIRUNGA

Secteur Nord	Secteur Centre	Secteur Sud
1 conservateur	1 conservateur + adjoint	
Mutsora	Rwindi	Rumaneabo
+	+	+
15 postes de gardes	15 postes de gardes	15 postes de gardes

Un bureau existe à Goma. Une réserve de gardes et une réserve de guides sont basées dans chaque secteur.

Le Parc National des Virunga compte:	- gardes:	400
(approximativement)	- travailleurs:	200
	- total :	600
	- total personnel (avec famille):	5.000
	- population environnante directement intéressée par le Parc :	100.000 - 150.000

Le Parc gère partiellement certaines stations touristiques. Actuellement, il existe une coopération

- allemande (Soc. Zool. Frankfurt) pour la réhabilitation des Gorilles des montagnes (Djomba et Tsiaberimu);
- belge limitée (logistique actuelle et scientifique envisagée).

D'autres coopérations bilatérales ou multilatérales existent dans les autres parcs. Une coopération belge (1969 - 1974) a contribué à une première relance du Parc National. 700 ouvrages scientifiques ou autres (disponibles) ont été publiés par l'Institut (dont 300 sur le Parc National des Virunga (suite aux missions de nombreux chercheurs).

Il existe une petite station scientifique (Lulimbi).

B. Brève description du Parc des Virunga, ses problèmes:

Ceci peut être considérablement détaillé.

Le Parc est situé à cheval sur l'Equateur depuis le lac Kivu, inclut le lac ex-Edouard et la proximité du lac Mobutu.

Longitude moyenne: 30° Est
Superficie: 800.000 hectares

Statut: réserve naturelle intégrale, avec diverses tolérances locales (tourisme, circulation, pêcheries, etc.).

Altitude: 700 à 5.100 m.

Secteur Nord:

- Forêt équatoriale de la Semliki
- Massif du Ruwenzori, de la base au sommet (5.062 m.)
- Plaines de savanes de la Semliki

(avec des écotones uniques au monde)

Secteur Centre:

- Côte escarpée du lac ex-Edouard et graben
- Côté plate des embouchures
- Plaine giboyeuse de la Rwindi - Rutshuru - Isasa
- Massif des Kasali (2.000 m.)
- Formation à kaolin des sources de la Molindi

Secteur Sud:

- Plaine de laves (avec zones de CO2); lacs volcaniques. Plus de 25 coulées de laves à divers stades de recolonisations végétales

- Nombreux volcans adventices, certains en éruption
- Volcans majeurs actifs
 - Nyamlagira (3000 m.)
 - Nyragongo (3.400 m.)
- Volcans éteints avec l'exceptionnelle forêt à

Hagenia (Gorilles de montagnes) Mikenno, Karissimbi, Visoke (4.400 m., 4.500 m., 3.700 m.)

- Rives du lac Kivu et fle Tsegera, contigu à des Parcs Nationaux Rwandais et Ugandais.

Toute la grande faune africaine y est représentée (à l'exception de la Girafe et du Rhinoceros); Okapis et Gorilles de montagne. Près de 30.000 hippopotames (la plus grande concentration de biomasse, de mammifères de la planète); Eléphants en déclin, suite au braconnage.

Le Parc est intensivement surveillé par ses gardes, dont l'efficacité - souvent exceptionnelle - vient d'être augmentée par un nouvel armement attribué par les autorités

Plusieurs routes traversent ou donnent accès au Parc National. Il y a des plaines d'aviations à Goma (pour gros porteurs) et Bunia. Plusieurs postes pour avions légers existent ainsi qu'une station touristique majeure et excellente à Rwindi. De nombreux gîtes de visite en plaine, en montagne et en limites parsèment le Parc. Plusieurs sont à renouveler. Le nombre annuel de visiteurs est de 10.000 environ, dont tous les hôtes du Président de la République.

Le Président, lui-même, possède une résidence dans le Parc National où il se rend régulièrement. Une importante concentration hôtelière existe aux abords du Parc (Goma) et également à Gisenyi (au Rwanda).

Deux domaines de chasses jouxtent la réserve naturelle.

Le Parc est géré par du personnel payé et en uniforme.

PROBLEMES PRINCIPAUX

1. L'explosion démographique humaine en limites

(ce parc est cependant toléré, voire même encouragé par les riverains). Aucune rétrocession n'a été admise et le Parc est un "fait" reconnu.

2. L'insuffisance de la logistique du personnel (véhicules, radios, équipement).

3. Le vieillissement des infrastructures: routes, pistes constructions, gîtes.

4. Le braconnage qui concerne surtout les éléphants.

5. L'absence de moyens du personnel scientifique et le vieillissement des stations de recherches.

6. L'absence de surveillance aérienne

7. Le développement anarchique des pêcheries, en particulier Vitshumbi (le lac ex-Edouard est le plus poissonneux d'Afrique).

C. - LES DIVERS VOILETS DU PROGRAMME

1. Remise en état des infrastructures.A. Constructions de base des secteurs

Rumangabo ^(a), Rwindi ^(b), Mutsora ^(c) : remises en état.

Elles ont été construites en "dur" et sont solides. Toutefois, une remise en état générale est indispensable: constructions, camps principaux du personnel et des gardes, garages. Une sous-station est à prévoir à Goma.

B. Postes de gardes.

Ceux-ci sont au nombre de 45, tous occupés. Souvent en matériau léger, ils constituent l'infrastructure du Parc National. Devront être reconstruits en "dur".

C. Pistes.

400 à 500 km de pistes existent, sont relativement bien entretenues mais devraient être, une fois pour toutes, "faites en durable". Certaines parties d'accès à remettre en état. Quelques ouvrages d'art mineurs sont indispensables: ponceaux, radiers.

D. Laboratoire de Lulimbi et laboratoire annexe de Rutshuru.

Rutshuru: à moderniser

E. Pistes de montagnes - Pistes volcaniques (parfois détruites par les éruptions).

Layons (plus de 900 km!).

Bornage: Signalisation

L'état est assez défectueux, mais un plan de 10 ans paraît nécessaire pour leur remise en état complète.

F. Ferry de la Basse Rutshuru
de la Basse Semliki.

(indispensable aux populations voisines).

G. Dispensaires

Assez vieillots.

H. Dépôts de carburant.I. Plaine d'aviation ou de secours

Existent, sont utilisées mais doivent être ré-aménagées.

J. Gites de Haute- montagne : 8

Anciens. Essentiels pour le contrôle.

K. Stations climatiques.

Existent et sont fonctionnelles. Des sous-stations doivent être établies dans cette région où les micro-climats sont nombreux.

L. Jauges.

Essentielles pour le Haut-Nil (Molindi, Ishango).

Il s'agit ici des infrastructures globales; un plan pourrait déterminer les priorités (à fournir sur demande).

D'autre part, diverses constructions devront être remises en état ou construites pour les assistants techniques.

2. Renouvellement de la logistique.

Les véhicules (environ 15) et embarcations (2) sont anciens et doivent être renouvelés. Il faut prévoir aussi le carburant, l'entretien et les pièces de rechange.

Les gardes sont équipés, armés, mais l'équipement est insuffisant.

Dans le cadre de l'assistance technique, une première liste du matériel apparaît ci après . (°).

On prévoit:

1. 1 Bull-dozer pour l'ouverture et entretien des pistes et divers gros engins de chantier et de terrain (+ camions pour travaux).
2. 3 camions 5 tonnes.
pour transporter le personnel et leur famille dans les stations et les camps de gardes.
(On rappelle que tout le personnel vit dans la réserve).
3. Véhicules tous-terrains, type L.R.
(2 par stations; 2 réserve; 2 recherche). T 10.
4. 3 Combi (1 par station)
et 1 Range Rover (ou assimilé) pour les visites des hautes autorités.
5. 3 Véhicules légers de liaison.
6. 2 Embarcations solides (lac Idi-Amin)
6 Zodiac et moteurs
Réserve de moteurs pour les hors-bord.
7. Réactualisation des phonies.

(fonctionnelles, mais certaines datent de 1972). Augmentation du nombre phonies. Phonies itinérantes. Walkie-talkie. Fréquence commune avec avions et véhicules.

-
- (°) 1. Tout ce matériel logistique devra subir une rotation et un renouvellement au cours des années. Ceci sera détaillé dans les documents ultérieurs.
2. Des "running" expenses sont à prévoir pour tout ce matériel, en particulier, le carburant et les pièces de rechange. A détailler également.

La
rotation
du
renouvel-
lement
sera
indiquée

8. 50 motos légères
capables cependant de supporter les conditions des pistes de brousse.
 9. 100 vélos
 10. Equipement complet pour 400 gardes (en plus de l'équipement de base fourni par l'Institut).
400 tenues de brousse complètes (drill, bottines, sandales, béret, pull-over, imper, sac à dos, tentes individuelles, gourdes, etc.)
 11. Equipement renouvelable.
des camps de garde et des stations.
 12. Gros matériel de campement.
(tentes, etc. à détailler).
Doit inclure aussi l'équipement spécial de haute montagne (où les conditions météorologiques sont très dures: gelées!).
 13. Matériel médical et pharmaceutique.
et équipement des dispensaires.
 14. Matériel de bureau
 15. Matériel de recherches scientifiques et vétérinaires.
 16. Matériel météorologique.
 17. Divers: extrêmement nombreux et aussi variés.: bûches, houes, machettes, matériel des artisans (menuisiers, charpentiers, électriciens, etc.).
 18. Achat de jumelles, appareils photos, enregistreurs. Appareils pour mise en informatique des observations biologiques.
3. Relance de la conservation et lutte anti-braconnage.

Une partie importante du budget relative à ce sujet est incluse en 1 et en 2. Toutefois, il faut disposer de frais de fonctionnement (400 hommes sont en presque permanence sur le terrain, en patrouilles de surveillance).

a. réprimer le braconnage en limites du Parc National: partout à 90 %, les limites sont habitées. Un important équipement est nécessaire pour les patrouilles. Il faut aussi aménager les zones tampons de protection.

b. freiner le "grand" braconnage, souvent téléguidé de l'étranger.

c. mettre l'accent, en particulier, sur la préservation des Eléphants.

Le nombre total résiduel est estimé à 1.000.

Un rapport spécial "Opération Eléphants " peut être fourni.

d. mettre en place les actions nécessaires pour inclure dans le Parc le Mont Hoyo et la plaine du lac Mobutu, sans lesquels le Parc ne constitue pas une unité écologique complète.

e. Recensements et surveillance aériens.

Si , à long terme, l'achat d'avions neufs et la remise en état d'avions anciens, se révèle la solution idéale, à court terme, la location d'un avion (leasing) est importante. Celui-ci est capital pour le transport mais surtout le recensement, base de tout le contrôle de la faune. Tout aménagement passe par l'utilisation d'un avion. Il est essentiel également pour la lutte anti-braconnage. Un excellent spécialiste - qui a travaillé longtemps avec le Parc - peut mettre son avion et son expérience à la disposition du Parc National.

La relance de la conservation constitue sans nul doute la priorité n° 1 dans tout le projet. Le personnel est extrêmement motivé, mais des primes doivent être prévues pour actes de courage exceptionnels (et ils sont fréquents).

Pour rappel, les effectifs, très approximatifs, de la faune du P.N.Vi. (3 secteurs) basés à la fois sur des recensements partiels et des estimations sont indiqués ci-après. Un recensement approfondi constitue une activité prioritaire.

1.000 éléphants
 30.000 hippopotames
 15.000 buffles
 25.000 antilopes de savane
 25.000 antilopes forestières
 10.000
 à
 15.000 Suidae (phacochères, potamochères, hylochères).
 200 okapis
 20.000 babouins
 1.000 chimpanzés
 400 gorilles de montagne
 15.000 primates forestiers
 1.000 à 1.500 lions et léopards
 1.000 servals
 1.000 hyènes et chacals
 5.000 à 10.000 oryctéropes, pangolins, damans
 500 crocodiles (basse Semliki).

Pour certaines zones de savane, il s'agit de la biomasse/km² permanente la plus élevée du continent africain.

Au Serengeti (Tanzanie), la biomasse peut être plus élevée mais temporairement.

Dans cette région écologiquement stable, les habitats et la faune se défendent d'eux-mêmes et on ne doit pas prévoir d'intervenir par des actions tels du reboisement, introduction d'espèces, limitation des effectifs, barrage. Un game-cropping peut être envisagé en dehors des limites.

4. Recherche scientifique intégrée sur les possibilités d'amélioration du rôle de la réserve (recherches, dont le volcanisme et la biologie) et son action en faveur des populations humaines.

On sait que le Parc National des Virunga a été l'unité la mieux étudiée du continent Africain. Mais les recherches sont quelque peu en veilleuse, malgré la présence de chercheurs nationaux d'excellente formation, ceci par manque de moyens financiers.

Cette activité de recherche est prioritaire et utilise de nombreuses techniques: marquage des animaux, analyse des sols, photos périodiques (absolument capitales!), recensement des essences arborées. Examen de l'impact local des feux de brousse. Zonation d'altitude de la végétation. Etude des eaux (= sources du Nil).

Le Parc National des Virunga, de par la multiplicité de ses habitats, constitue un des laboratoires naturels - intacts- les plus diversifiés d'Afrique, voire de la planète.

Un rapport détaillé sera fourni à ce sujet.

Les publications scientifiques doivent être poursuivies, en particulier par les chercheurs nationaux et les petites stations scientifiques redynamisées.

L'importance du facteur volcanisme actif est capital. Rappelons que le phénomène d'intoxication par CO_2 (qui vient de faire plusieurs milliers de morts au Cameroun) a été découvert il y a 25 ans au Parc des Virunga. Dans des petites zones bien localisées et contrôlées, ce phénomène est permanent mais des études approfondies sont nécessaires. Notons qu'il n'y a aucun danger quelconque pour les visiteurs.

La station internationale de baguement de Lulimbi qui travaille actuellement sur un rythme réduit, doit être redynamisée. Des études sur la reforestation des coulées de lave sont importantes.

Enfin, il convient d'étudier (socio-écologique) les relations du Parc National avec les populations environnantes, en explosion démographique galopante. Sans qu'il soit question de la moindre rétrocession, il faut faire participer les populations aux "retombées" du Parc National.

Les relations doivent être intensifiées avec les Universités et les organismes tels l'INERA, les Instituts agronomiques. Les chercheurs Zaïrois doivent pouvoir publier, dès que possible, les résultats de leurs travaux. La construction d'un musée de référence est envisagée à la Rwindi.

Notons enfin que les régions peuplées en limite du Nord du Parc constituent des zones d'épidémie pesteuse (Mastomys). Bien étudié antérieurement, ce problème devrait être revu.

5. Problème direct du tourisme.

Cet aspect ne sera pas détaillé ici mais est capital. Le Parc National des Virunga reste l'attrait touristique n° 1 du Zaïre. On peut s'attendre d'ici l'an 2.000 à une véritable explosion touristique dans cet "eden". Dès que l'infrastructure sera au point (transport avion - charter -, aéroport, hotels - déjà excellents à Goma - piste), un énorme afflux de visiteurs sera attendu. L'impact du tourisme (qui doit être favorisé) doit être examiné. Des "tourismes spéciaux" pourraient être développés (safaris à pied, bateau, ballon d'observation). Il y a aussi le tourisme de montagne (alpinisme, spéléologie, volcanisme). Miradors d'observation. Deux orientations seront essentielles:

- les moyens pour favoriser ce tourisme (appui à son développement).
- l'étude de son impact.

6. Formation complémentaire du personnel.

Le personnel national existant est de haute classe. Beaucoup de cadres sont universitaires (Zaïre ou étranger : formation complémentaire). Des dizaines ont été formés à l'Institut Supérieur de Garoua. (A long terme, on devra prévoir un institut de formation en Conservation National). Les gardes ont tous une instruction de base, souvent par des militaires. Ils sont bien disciplinés, de même que les guides. Mais il convient d'intensifier cette formation par de nouvelles bourses, l'envoi de spécialistes Zaïrois du P.N.Vi., à tous les niveaux, en stage. Il faut prévoir des échanges entre ceux-ci et les spécialistes d'autres pays francophones africains. Ceci constitue une collaboration inter-africaine importante. Le Parc des Virunga a beaucoup à donner aux pays Africains (francophones et ultérieurement anglophones et lusiphones). Les quelques experts Africains étrangers déjà envoyés au Zaïre sont rentrés "émervillés" par ce qu'ils ont vu.

Tout ceci doit être intensifié dans les deux sens.

7. Assistance technique par la collaboration d'experts internationaux de haut niveau. Il pourra être fait appel à des bureaux d'étude. La liste, incluant des consultants pour des courtes périodes, sera détaillée.

Le personnel Zaïrois - on l'a vu - est de niveau excellent. Toutefois, et dans le cadre d'échanges normaux, il est souhaitable que des spécialistes reconnus puissent effectuer des séjours de courte ou longue durée, pour effectuer des travaux scientifiques spécifiques, indépendamment d'un gestionnaire du projet (co-directeur) et ses adjoints. Des missions ponctuelles seront essentielles. Ce point est repris dans "déroulement sommaire du projet".

8. Diffusion.

Beaucoup de projets internationaux dans diverses disciplines restent confidentiels. Tant les bailleurs de fonds que les nationaux des pays concernés ignorent ce qui est réalisé concrètement, c'est pour cela que nous attachons une importance à la "publicité" (sensu stricto). Il y ajoute un rôle éducatif. Dans cette optique, des films, ciné, radio, dépliant, affiches, conférences, informations dans la presse (qui est avide de ceci) sont capitaux. Le Parc National des Virunga dispose d'un "délégué aux visites". Son rôle devrait être élargi. Il devrait aussi y avoir "un délégué aux relations extérieures" dans ce Parc qui reçoit tant des visiteurs de haut niveau et qui recevra de plus en plus des "visiteurs standard".

9. Pêcheries (étude et organisation : document à part).

D. SCHEMA DE DEROULEMENT DU PROJET

Ceci constitue une simple synthèse qui sera développée au fur et à mesure.

1. Ce document initial - après un accord de principe - sur une coopération pourra être suivi d'un pré-document spécifique du projet. A cet effet, un ou plusieurs experts ayant une connaissance du problème et de l'environnement national, effectueraient des missions de durée variable, mais généralement courtes, pour mettre au point le pré-document.

"Une étude de pré-faisabilité ou de faisabilité n'est pas vraiment nécessaire, car on ne s'aventure pas "en milieu inconnu". On peut à priori déterminer l'évolution des événements.

Les informations de base doivent être seulement réactualisées grâce à l'action combinée des spécialistes Zaïrois et de consultants connaissant le problème.

2. Pour le choix des spécialistes de l'assistance technique, il pourra être fait appel à des bureaux d'études qui pourront éventuellement se charger de l'achat de l'équipement et la supervision de la remise en état des infrastructures

Les diverses formules pour l'engagement de personnel, les achats, la remise en état des infrastructures (appels d'offres, gré à gré, travaux en régie) devront être examinées dans le document suivant.

3. Le Directeur Zaïrois (PDG) du projet (ou le Conseil d'administration) de l'IZCN nommera un expert Zaïrois chargé exclusivement de la gestion du projet. D'autres membres du personnel national seront attachés à celui-ci. Mais dans la grande majorité, on pourra faire appel aux structures existantes, qui ont fait leur preuve depuis longtemps.

4. Concernant l'assistance technique, il semble inadéquat d'alourdir le projet par un nombre excessif d'experts étrangers. Les experts devront être choisis par les autorités nationales en fonction de leur haute spécialisation et leur connaissance approfondie du milieu. On fera appel le plus souvent possible à des consultants.

Les experts suivants paraissent souhaitables:

- 1 Chef de projet (co-Directeur avec le responsable Zaïrois chargé de la gestion générale).
- 2 à 3 Biologistes, 1 Vétérinaire, 1 à 2 Experts - Pêche
- 2 Spécialistes aménagement de la faune.
- 2 à 3 Spécialistes en genre rural, constructions et entretien
- 1 Pilote (hors projet : leasing d'appareil).
- éventuellement:
- 1 employé administratif - comptable
- 1 Socio-écologiste.

Chaque expert devra obligatoirement être doublé de son homologue national.

Le siège du projet sera officiellement Kinshasa mais en pratique, il semble préférable que le co-Directeur expatrié séjourne à Goma.

Beaucoup de constructions sont disponibles dans le Parc pour les experts. Leur remise en état ou la construction de nouveaux bâtiments constituera une intervention durable du projet.

Il va de soi que le personnel du projet, tant national qu'expatrié, sera constitué par des gens de terrain et s'attendant à des conditions parfois assez dures. La connaissance du français est impérative pour les experts, celle du lingala ou Kiswahili extrêmement souhaitable.

Les "jobs descriptions" seront communiqués ultérieurement.

Mais il est important de noter que, plus que d'experts étrangers, certes très utiles, le projet aura besoin de matériel et que les spécialistes nationaux sont à même de lancer les activités, s'ils ont les moyens financiers ou logistiques!

5. Le Gouvernement du Zaïre par l'intermédiaire de l'I.Z.C.N. mettra à la disposition du projet tout le personnel nécessaire pour sa réalisation. Il donnera les autorisations et facilitera les activités des spécialistes. La quote-part nationale peut, d'ores et déjà, être considérée comme importante par suite de l'existence actuelle d'un personnel national payé, drillé et équipé.

6. Actions suggérées.

- a. Pré-accord de principe sur la possibilité d'un projet.
- b. Envoi sur place de tout expert ou consultant nécessaire pour mettre au point avec les autorités nationales les détails du projet.
- c. préparation du document 3 "Document officiel de PRE-PROJET".

E. FINANCEMENT

Au stade actuel, il est prématuré de citer un montant précis. Tout dépendra de l'ampleur du projet retenu. En cas de projet limité, un montant de 2 millions d'ECU semble nécessaire. Si le projet est réalisé dans sa globalité, on devra prévoir un total de 20 millions d'ECU. Ceci permettrait la remise en état complète et la relance globale d'une des plus fameuses réserves naturelles de la planète entière. La quote-part nationale sera chiffré ultérieurement .

Le projet "Pêcherie" devrait être financièrement indépendant du projet principal.

F. CONCLUSION

Cette demande de coopération de la République du Zaïre ne constitue pas un "appel au secours" pour sauver une unité en voie de dégradation. Bien au contraire, il s'agit de la relance d'une unité existante et fonctionnant.

Une intervention au Zaïre est garantie d'un succès complet dans des délais rapprochés; elle constituerait une manifestation tangible de l'intérêt que les Instances Communautaires attachent à la Conservation et au Développement d'un éco-système absolument unique au monde.

Les traces de cette intervention de la Communauté resteront durables pendant de nombreuses décennies et seront visibles par tous.

Des documents détaillés et spécifiques pourront être communiqués à la demande, et au fur et à mesure des besoins.